

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson, Présidente, HRWG

### Commentaire.

Le vote a été unanime: la Déclaration universelle des droits de l'homme a été adoptée. Huit Etats de la nouvelle Organisation des Nations Unies se sont abstenus ce jour de décembre 1948, mais personne n'a dit non. Après les années horribles de la Seconde Guerre mondiale, le soutien aux droits de l'homme s'est révélé universel.

Le problème était que la Déclaration était juste une déclaration: aucun dispositif d'application n'était prévu. Donc, peu de temps après que la déclaration a été adoptée, l'Organisation des Nations Unies a décidé de lui donner la "dure forme juridique d'un traité international", comme l'a expliqué l'éminent juriste allemand Christian Tomuschat ([http://legal.un.org/avl/pdf/ha/iccpr/iccpr\\_e.pdf](http://legal.un.org/avl/pdf/ha/iccpr/iccpr_e.pdf)). À cette fin deux alliances, l'une sur les droits civils et politiques et l'autre sur les droits sociaux et économiques, ont été développées et ouvertes à la signature en décembre 1966.

Aujourd'hui, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) compte 168 États membres. Presque tous les États membres du Conseil international des archives sont signataires. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels compte un peu moins de membres -164- mais encore une fois ceux-ci comprennent la grande majorité des États membres de l'ICA.

[https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=IV-4&chapter=4&lang=en](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-4&chapter=4&lang=en);  
[https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=IV-3&chapter=4&lang=en](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-3&chapter=4&lang=en); <http://indicators.ohchr.org/>

Alors que tous les articles des deux Pactes ont de fortes implications pour les archives, de même que chaque article de la Déclaration (voir les discussions dans les *Nouvelles HRWG*, de décembre 2009 à juillet 2012), l'article 19 du PIDCP revêt une importance particulière pour les archivistes. Dans son ensemble, on peut lire:

1. Toute personne a le droit d'avoir des opinions sans interférence.
2. Toute personne a droit à la liberté d'expression; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou, sous la forme d'art, ou par tout autre moyen de son choix.
3. L'exercice des droits prévus au paragraphe 2 du présent article comporte des devoirs et des responsabilités spéciales. Il peut en conséquence être soumis à certaines restrictions, qui doivent toutefois être expressément fixées par la loi et qui sont nécessaires:
  - (a) Pour le respect des droits ou de la réputation d'autrui;
  - (b) Pour la protection de la sécurité nationale ou de l'ordre public, ou de la santé publique ou de la morale.

Les archivistes sont des gens qui "reçoivent et répandent des informations et des idées de toutes sortes." Comme le point 3 le déclare, la gestion de ce droit "comporte des devoirs et des responsabilités spéciales." Il peut y avoir «certaines restrictions» lors de la réception et de la communication des informations, et les archivistes sont bien conscients des difficultés que nous avons parfois lorsque nous sommes confrontés à des questions de droit.

Pour soutenir les archivistes qui traitent ces questions, le Groupe de travail des Droits de l'Homme propose l'adoption par le Conseil international des archives des "Principes de base relatifs au rôle des archivistes

pour la défense des droits de l'homme." Pour ceux d'entre nous qui vivent dans des pays qui sont membres d'un ou des deux Pactes, ils ne créent pas de nouvelles responsabilités pour les archivistes, mais ils nous font prendre conscience des responsabilités que nous avons déjà. Les «Principes de base» sont, en fait, une réaffirmation, en termes archivistiques, des fonctions que les archivistes portent et les droits que nous avons, découlant des Pactes et d'autres traités relatifs aux droits de l'homme. Pour ceux d'entre nous qui vivent dans des pays qui ne sont pas membres de ces Pactes, les «Principes de base» peuvent être considérés comme des lignes directrices éthiques, qui complètent notre Code de déontologie de l'ICA et sont une conséquence logique de la Déclaration universelle sur les archives, adoptée par l'ICA et approuvée par l'UNESCO. Et pour nous tous, ils sont un outil utile, nous rappelant notre rôle dans le soutien des droits de la communauté mondiale.

### **Nouvelles internationales.**

**Conseil de l'Europe.** Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une recommandation sur les droits de l'homme et des affaires, "un texte qui fournit des directives plus précises pour aider les États membres à prévenir et à remédier aux violations des droits humains par les entreprises commerciales et insiste également sur les mesures visant à inciter les entreprises à respecter les droits de l'homme." Les bonnes pratiques de gestion d'archives d'entreprises vont aider à remplir ces obligations.

[http://www.coe.int/en/web/human-rights-rule-of-law/-/human-rights-and-busine-1?redirect=http://www.coe.int/en/web/human-rights-rule-of-law/home?p\\_p\\_id=101\\_INSTANCE\\_qBOoAEZ8jaby&p\\_p\\_lifecycle=0&p\\_p\\_state=normal&p\\_p\\_mode=view&p\\_p\\_col\\_id=column-1&p\\_p\\_col\\_count=4](http://www.coe.int/en/web/human-rights-rule-of-law/-/human-rights-and-busine-1?redirect=http://www.coe.int/en/web/human-rights-rule-of-law/home?p_p_id=101_INSTANCE_qBOoAEZ8jaby&p_p_lifecycle=0&p_p_state=normal&p_p_mode=view&p_p_col_id=column-1&p_p_col_count=4)

Le Comité des Ministres a demandé aux "autorités turques" d'examiner "les rapports et les archives militaires en leur possession contenant des informations sur les sites d'ensevelissement, y compris des restes déplacés" des personnes disparues à Chypre et de transmettre l'information au Comité des personnes disparues à Chypre. <http://in-cyprus.com/44801-2/>

**Union européenne.** La Cour de justice a annoncé que ses archives déposées aux Archives historiques de l'Union européenne à Florence, en Italie, sont maintenant ouvertes pour la recherche.

<http://www.eui.eu/Research/HistoricalArchivesOfEU/News/2016/02-26-The-historical-archives-of-the-Court-of-Justice-of-the-European-Union-at-the-HAEU.aspx>

**Cour internationale de Justice.** La Cour (CIJ) a entendu les arguments initiaux dans l'affaire introduite par la République des Îles Marshall contre les neuf États dotés d'armes nucléaires "connus ou soupçonnés", en faisant valoir qu'ils ont "échoué à mener des négociations de bonne foi en vue du désarmement nucléaire, comme l'exige le traité de non-prolifération des armes nucléaires signé en 1968 et en vigueur depuis 1970." Ces procédures initiales accusaient le Royaume-Uni, l'Inde et le Pakistan, et les procès contre les autres États à suivre. Tous les trois ont fait valoir que la CIJ n'a pas de compétence en la matière, même si elle a rendu un avis consultatif en 1996 "sur l'illégalité de la menace ou de l'utilisation des armes nucléaires" et a déclaré que les armes menacent "la stabilité de l'ordre international."

[http://www.eurasiareview.com/17032016-worlds-highest-court-addresses-nuclear-disarmament-analysis/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](http://www.eurasiareview.com/17032016-worlds-highest-court-addresses-nuclear-disarmament-analysis/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29)  
<http://www.icj-cij.org/docket/index.php?p1=3&p2=4&k=e1&case=95&code=unan&p3=4>

**Cour pénale internationale.** La Cour (CPI) a déclaré Jean-Pierre Bemba, ancien vice-président de la République démocratique du Congo, coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Les juges ont estimé que Bemba était responsable des abus commis par sa milice en République centrafricaine en 2002-2003, y compris le viol à grande échelle commis par les soldats sous le contrôle de Bemba. Ce verdict marque pour la première fois que la CPI a accusé "un haut fonctionnaire directement responsable des crimes commis par ses subordonnés, ainsi que le premier à se concentrer principalement sur les crimes de violence sexuelle commis durant la guerre", a rapporté *Reuters*. Selon *International Justice Monitor*, les preuves admises dans le procès "sont composées de transcriptions du témoignage de 77 témoins et 704 éléments de preuve documentaire," y compris des vidéos.

<http://news.trust.org/item/20160321150228-wxuug/>; <http://www.ijmonitor.org/2014/04/presentation-of-evidence-ends-in-bembas-trial/>

La CPI a ordonné à Dominic Ongwen, ancien commandant de l'Armée de résistance du Seigneur de Joseph Kony qui opère en Ouganda et dans les pays voisins, à subir un procès basé sur 70 accusations, incluant des

assassinats, viols, tortures et utilisation d'enfants soldats. *L'Associated Press* a rapporté que la décision a été fondée sur des "déclarations écrites et orales de 130 témoins et des communications radio interceptées."

[http://www.bostonglobe.com/news/world/2016/03/23/ficc-orders-ugandan-militia-fighter-stand-trial/vqPj8QvoSlizo5uAIDrhvI/story.html?s\\_campaign=email\\_BG\\_TodaysHeadline&s\\_campaign=](http://www.bostonglobe.com/news/world/2016/03/23/ficc-orders-ugandan-militia-fighter-stand-trial/vqPj8QvoSlizo5uAIDrhvI/story.html?s_campaign=email_BG_TodaysHeadline&s_campaign=)

**Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.** Dans deux verdicts qui sont difficiles à concilier l'un avec l'autre, le Tribunal (TPIY) a d'abord trouvé Radovan Karadzic coupable de dix des onze chefs d'accusation émis contre lui, incluant six crimes contre l'humanité dans des «municipalités» et le génocide à Srebrenica, mais l'a acquitté du première chef d'accusation de génocide "pour les meurtres systématiques dans les municipalités en 1991 et 1992." Puis, quelques jours plus tard, le TPIY a acquitté le chef du parti nationaliste serbe Vojislav Seselj de tous les neuf chefs d'accusation contre lui, disant qu'il n'y avait "pas de preuves suffisantes." Pour une discussion utile du verdict Karadzic, voir

[http://www.balkaninsight.com/en/article/q-and-a-on-the-karadzic-verdict-03-27-2016?utm\\_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm\\_campaign=70fa06d100-RSS\\_EMAIL\\_CAMPAIGN&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_a1d9e93e97-70fa06d100-319755321](http://www.balkaninsight.com/en/article/q-and-a-on-the-karadzic-verdict-03-27-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=70fa06d100-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-70fa06d100-319755321) For *BIRN's* report on the Seselj case, see [http://www.balkaninsight.com/en/article/vojislav-seselj-hague-tribunal-war-crimes-verdict-03-31-2016?utm\\_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm\\_campaign=5773f20981-RSS\\_EMAIL\\_CAMPAIGN&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_a1d9e93e97-5773f20981-319755321](http://www.balkaninsight.com/en/article/vojislav-seselj-hague-tribunal-war-crimes-verdict-03-31-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=5773f20981-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-5773f20981-319755321)

*Balkan Transitional Justice* a publié un essai par trois professeurs sur la nécessité de sauvegarder les archives du TPIY. [http://www.balkaninsight.com/en/article/safeguarding-the-yugoslavia-tribunal-s-unique-war-archives-03-29-2016?utm\\_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm\\_campaign=fa23a3264e-RSS\\_EMAIL\\_CAMPAIGN&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_a1d9e93e97-fa23a3264e-319755321](http://www.balkaninsight.com/en/article/safeguarding-the-yugoslavia-tribunal-s-unique-war-archives-03-29-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=fa23a3264e-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-fa23a3264e-319755321)

Dans un cas extrêmement complexe, l'ancienne porte-parole du TPIY Florence Hartman a été emprisonnée pendant cinq jours pour défaut de paiement d'une amende. Elle avait publié un livre disant que la décision de la chambre d'appel de classer comme "confidentiels" les documents créés par le Conseil de défense suprême de Serbie, que la Serbie a fourni au TPIY lors du procès de Slobodan Milosevic, était inappropriée. Le TPIY l'a poursuivie, condamnée et amendée. Lorsqu'elle n'a pas payé, elle a été arrêtée. La classification des documents a maintenant été supprimée.

<http://ilawyerblog.com/the-yugoslavia-tribunal-also-engages-in-debt-collection/>

**Les Nations Unies.** Le Secrétaire général Ban Ki-moon a indiqué qu'il y avait 99 "nouvelles allégations d'exploitation ou d'abus sexuels contre des membres du personnel des Nations Unies" l'année dernière, et 69 membres du personnel étaient impliqués dans 10 missions de maintien de la paix de "quelque 21 pays", a rapporté *Reuters*. Le rapport "appelle l'Assemblée générale U.N. et les troupes des pays contributeurs à permettre les poursuites à l'intérieur des pays où les crimes allégués ont eu lieu et la création d'un registre de l'ADN de tous les soldats de la paix." <http://news.trust.org/item/20160304021459-4qk8w/>

L'Expert indépendant des Nations Unies sur la jouissance des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme a publié son premier rapport. ("L'albinisme est une maladie congénitale qui affecte environ une personne sur 20'000 dans le monde qui manquent de pigment dans la peau, les cheveux et les yeux", a rapporté le *Thomson Reuters* ; elle est plus fréquente en Afrique sub-saharienne où les parties du corps peuvent être utilisées dans la sorcellerie). Au moins 40 personnes dans 7 pays ont été attaquées au cours des 8 derniers mois. Le rapport dit: "Des statistiques et des données ventilées sur l'albinisme restent difficiles à trouver, en particulier dans les zones où les pires violations des droits de l'homme contre les personnes atteintes d'albinisme se produisent." Les données nécessaires pour renforcer les efforts pour lutter contre "ces terribles violations des droits de l'homme" comprend "des informations sur le nombre de cas enregistrés, des enquêtes, des poursuites et des décisions administratives et judiciaires".

[http://ap.ohchr.org/documents/dpage\\_e.aspx?si=A/HRC/31/63](http://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/31/63) and <http://news.trust.org/item/20160322212347-3tdka/>

**Commission des Nations Unies d'enquête sur la Syrie.** La Commission a déclaré au Conseil des droits de l'U.N. que les pays devraient commencer à demander des comptes à ceux qui ont commis des atrocités pendant les combats en Syrie, a rapporté *Reuters*, et "les auteurs de niveau inférieur devraient être poursuivis en attendant" l'appréhension du personnel supérieur. La Commission possède "une liste confidentielle de suspects et maintient une base de données avec 5'000 interviews" et a reçu "environ 15 demandes d'information provenant de divers pays."

<http://news.trust.org/item/20160315183935-ne488/>

Conseil des Nations Unies pour les droits de l'homme. Le Conseil a décidé de mettre en place une commission de trois personnes pour enquêter sur les violations des droits de l'homme au Soudan du Sud, incluant les «viols collectifs, destruction de villages et attaques contre des civils qui pourraient constituer des crimes de guerre», a rapporté *Thomson Reuters*.  
<http://af.reuters.com/article/commoditiesNews/idAFL5N16V6AJ>

Se félicitant de la décision prise par le procureur de la Cour pénale internationale d'engager des poursuites contre les auteurs de la destruction culturelle à Tombouctou, au Mali (y compris les attaques contre les manuscrits), le Rapporteur spécial sur les droits culturels a déclaré: "Il est impossible de séparer le patrimoine culturel d'un peuple du peuple lui-même et de leurs droits. De toute évidence, il nous faut maintenant comprendre que lorsque le patrimoine culturel est attaqué, c'est aussi le peuple et ses droits fondamentaux qui sont l'objet d'attaques ". <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=53370#.VudfTdA-Kr9>

Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran a présenté un rapport au Conseil des droits de l'homme. Bien qu'il ait noté un "certain nombre de mesures positives" que le gouvernement a entreprises en 2015, il a déclaré que l'utilisation par le gouvernement de la peine capitale "poursuit son expansion à un rythme effarant." Parce que le Rapporteur spécial n'a pas été autorisé à entrer en Iran, le rapport est basé sur "l'information produite par le gouvernement et relayé par les victimes présumées de violations des droits et des acteurs de la société civile situés à l'intérieur et à l'extérieur du pays." L'information gouvernementale est venue de "sites web gérés par diverses succursales et agences du gouvernement iranien, les détails présentés dans les rapports des parties prenantes nationales et des informations glanées à partir des déclarations publiées par des sources médiatiques nationales ou par des fonctionnaires du gouvernement". Les informations de la société civile sont parvenues grâce à 128 entretiens avec les Iraniens, "lettres ouvertes, communications et rapports confidentiels qui sortent d'Iran, et des rapports soumis à des procédures spéciales par des organisations crédibles des droits de l'homme". Le gouvernement a déclaré les sources de la société civile "peu fiables pour la plupart." <http://shaheedoniran.org/english/dr-shaheeds-work/march-2016-report-of-the-special-rapporteur-on-the-situation-of-human-rights-in-the-islamic-republic-of-iran/>

UNICEF. En réponse au besoin urgent de comprendre le virus Zika, une équipe de bénévoles des membres du personnel Google "aide l'UNICEF à construire une plate-forme pour traiter des données provenant de différentes sources, y compris les conditions météorologiques et les voyages, afin de visualiser les épidémies potentielles", a rapporté *Reuters*. <http://news.trust.org/item/20160303080328-zty13/>

### **Monde/nouvelles générales.**

Les documents d'entreprise. Le Centre de ressources des affaires et des droits de l'homme, une organisation non gouvernementale dont le siège est au Royaume-Uni, a développé un Corporate Human Rights Benchmark pendant deux ans avec des "consultations avec plus de 400 entreprises, associations industrielles, investisseurs, gouvernements, représentants de la société civile, universitaires et avocats." Le Centre commence un projet pilote de référence "des 100 premières entreprises dans les produits agricoles, l'habillement, et les industries extractives", promettant des résultats finaux novembre 2016. L'importance des archives de la surveillance de la conformité des entreprises aux normes des droits de l'homme est évidente.  
<http://business-humanrights.org/en/corporate-human-rights-benchmark>

Le Royaume-Uni a adopté la Loi sur l'esclavage moderne en 2015. Elle exige que chaque organisation qui produit un chiffre d'affaires annuel global total de 36 millions de livres sterling et qui réalise ses "affaires (ou une partie de ses affaires) au Royaume-Uni produise une déclaration sur l'esclavage et la traite des personnes pour chaque année financière. La déclaration doit contenir des détails sur les mesures que l'organisation a prises dans l'année pour identifier et éradiquer l'esclavage moderne à la fois dans sa propre entreprise et dans sa chaîne d'approvisionnement." Le Centre de ressources des affaires et des droits de l'homme est entrain de rassembler toutes les déclarations dans une base de données publique afin "d'assurer la transparence et la responsabilité" au processus.  
<http://business-humanrights.org/en/uk-modern-slavery-act-analysis-of-early-company-statements-new-guidance-available>

Les Archives fédérales suisses ont annoncé qu'elles ont reçu une partie des archives du Tribunal arbitral, qui a évalué les demandes d'accès des victimes de persécution national-socialiste ou de leurs héritiers aux comptes dans les banques suisses. Le Tribunal a fermé en 2012; les dossiers sont en cours de traitement par les Archives pour l'ouverture à la fin de 2016; les coûts de traitement sont payés par l'Association suisse des banquiers et les fonds restants du Tribunal.

<https://www.bar.admin.ch/bar/en/home/about-us/press-releases%20msg-id-60934.html>

Un historien de l'Université Martin Luther à Halle, en Allemagne, a publié un article sur *l'Associated Press* (AP) et sa "coopération formelle avec le régime d'Hitler dans les années 1930", a rapporté *The Guardian*. AP a déclaré que l'article "décrit des individus et leurs activités avant et pendant la guerre qui lui étaient inconnus" et qu'il "examine actuellement des documents dans et au-delà de ses archives" sur la période.

<http://www.theguardian.com/world/2016/mar/30/associated-press-cooperation-nazis-revealed-germany-harriet-schamberg>

Déclassification. Le blog Open Government Partnership a publié un essai, "Briser les portes de fer. Pourquoi l'ouverture des archives soviétiques est importante". L'auteur est allé aux Archives de la sécurité nationale à Tbilissi, en Géorgie, pour examiner le sort d'un arrière-grand-père qui a été pris par le service de sécurité soviétique en 1938 et a disparu. Le chercheur a appris par "deux feuilles de papier" que le tribunal de trois fonctionnaires l'avait condamné à mort pour "participation à des réunions publiques et de distribution de littérature contre le parti". Le chercheur a fait valoir que, "La politique du gouvernement envers les archives historiques est un bon indicateur de son engagement à la transparence".

<http://www.opengovpartnership.org/blog/tinatin-ninua/2016/03/21/breaking-down-iron-doors-why-opening-soviet-archives-matters>

Registres fonciers. Dirigé par Oxfam, l'International Land Coalition, et l'Initiative des Droits et Ressources, quelque 300 organisations du monde entier ont émis un "Appel mondial à l'action sur les droits fonciers autochtones et communautaires." Il déclare qu'il y a "de plus en plus de preuves du rôle vital joué par la pleine propriété des terres par les peuples autochtones et les communautés locales dans la préservation de la diversité culturelle et dans la lutte contre la pauvreté et la faim, l'instabilité politique et le changement climatique". Un problème majeur est l'enregistrement et le titrage des terres, et l'un des "sept grands changements" auxquels le groupe invite instamment est d'"obtenir des données plus significatives. Les gouvernements doivent améliorer les statistiques nationales sur les droits fonciers autochtones et communautaires, à commencer par reconnaître formellement les données et les cartes produites par les communautés".

[https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file\\_attachments/bp-common-ground-land-rights-020316-en\\_0.pdf](https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp-common-ground-land-rights-020316-en_0.pdf)

Dossiers médicaux. Ambry Genetics, une entreprise leader de tests génétiques, "met l'information génétique de la population qu'il a testée dans le domaine public", a rapporté le *New York Times*. Ambry déclare que les informations de 10'000 patients seront disponibles dans l'espoir que les chercheurs l'utilisent pour "découvrir de nombreuses nouvelles cibles de diagnostic et de nouvelles cibles médicamenteuses." Les patients "n'ont pas été informés spécifiquement sur ce projet", mais "le fait de commander des tests suppose qu'ils consentent à ce que leurs échantillons soient utilisés pour la recherche."

<http://www.nytimes.com/2016/03/08/business/genetic-test-firm-to-put-customers-data-in-public-domain.html>

Photographies comme éléments de preuve. Le Centre italien pour la photographie à Turin propose une exposition intitulée "Scène de crime: Test en image du saint suaire de Turin au drone de guerre." Des photographies fascinantes de l'exposition, qui montre des "études de cas couvrant tout de la scène du crime du 19e siècle à une reconstruction numérique du 21e siècle d'une attaque de drone au Pakistan", ont été publiés par le *Huffington Post*.

[http://www.huffingtonpost.com/entry/an-exhibition-explores-how-photos-have-been-used-to-prove-crime-and-violence\\_us\\_56f03eace4b03a640a6b3d3d?ir=WorldPost&section=us\\_world&utm\\_hp\\_ref=world](http://www.huffingtonpost.com/entry/an-exhibition-explores-how-photos-have-been-used-to-prove-crime-and-violence_us_56f03eace4b03a640a6b3d3d?ir=WorldPost&section=us_world&utm_hp_ref=world)

Conseillers spéciaux. Un conseiller spécial est une personne nommée par un tribunal pour régler les différends, basés en particulier sur les documents, qu'ils soient en format papier ou électronique. Le *Christian Science Monitor* a publié un article sur l'utilisation croissante des conseillers spéciaux liés aux débats sur la vie privée.

<http://www.csmonitor.com/Technology/2016/0311/In-move-to-electronic-court-records-a-debate-about-privacy-emerges>



## Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Al-Qaïda / États-Unis. Les États-Unis ont publié 112 nouveaux documents qui ont été saisis dans l'enceinte d'Oussama ben-Laden lors du raid de mai 2011 qui l'a tué. Parmi eux, celui qui semble être son testament et un document décrivant la structure d'un "chef de comité du personnel" semblable à celui utilisé par "presque tous les membres du Traité de l'Atlantique Nord, y compris les États-Unis", a rapporté le *New York Times*. [http://www.nytimes.com/2016/03/02/world/middleeast/osama-bin-laden-materials-declassified.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2016/03/02/world/middleeast/osama-bin-laden-materials-declassified.html?_r=0)

Argentine/Vatican. *The Catholic News Service* a annoncé que "à la demande du pape François, les documents des Archives secrètes du Vatican relatives à la «sale guerre» de l'Argentine devraient être accessibles dans les mois à venir". Cependant, "le moment et les conditions dans lesquelles les archives pourront être étudiées sera convenu avec la conférence des évêques argentins".  
<http://www.catholicreview.org/article/home/vatican-spokesman-archives-on-argentine-dictatorship-to-be-opened>

Argentine/États-Unis. Presque simultanément avec l'annonce du Vatican, le président américain Barack Obama a annoncé que les États-Unis allaient déclassifier les dossiers militaires et de renseignement qui pourraient faire la lumière sur l'époque de la "guerre sale". Le président du groupe non gouvernemental célèbre en Argentine, les Grands-mères de la Plaza de Mayo, a salué la promesse, mais a déclaré: "Notre espoir est que les archives qu'ils nous envoient soient complètes."

[http://hosted.ap.org/dynamic/stories/U/US\\_OBAMA\\_ARGENTINA?SITE=AZPHG&SECTION=HOME](http://hosted.ap.org/dynamic/stories/U/US_OBAMA_ARGENTINA?SITE=AZPHG&SECTION=HOME) ;  
<http://www.buenosairesherald.com/article/211487/carlotto-asks-united-states-government-to-declassify-all-archives>

Bosnie/Croatie/Serbie. La Cour suprême croate a confirmé la condamnation de Milorad Momic, un membre de l'unité paramilitaire serbe "Scorpions", pour son implication dans des crimes de guerre. *BIRN* a rapporté "qu'un des éléments de preuve les plus importants portés devant le tribunal était une vidéo notoire des assassinats [de six Bosniaques de Srebrenica] faites par les membres de l'unité eux-mêmes."

[http://www.balkaninsight.com/en/article/croatian-convicts-serbian-scorpions-paramilitary-03-31-2016?utm\\_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm\\_campaign=5773f20981-RSS\\_EMAIL\\_CAMPAIGN&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_a1d9e93e97-5773f20981-319755321](http://www.balkaninsight.com/en/article/croatian-convicts-serbian-scorpions-paramilitary-03-31-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=5773f20981-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-5773f20981-319755321)

Burkina Faso/Côte-d'Ivoire. L'ancien président Burkinabé Faso Blaise Compaoré et son jeune frère sont maintenant devenus citoyens de la Côte-d'Ivoire, "naturalisés par un décret signé par le président ivoirien Alassane Ouattara" en 2014, a rapporté *africanews.com*. Le Burkina Faso veut faire comparaître Compaoré en justice pour les crimes commis pendant son règne, mais, avec la nationalité ivoirienne, il "ne peut pas être extradé vers le Burkina Faso puisque la Côte-d'Ivoire ne peut extradier ses ressortissants."

<http://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/worldNews/Compaore-Ivorian-citizenship-shameful-Opposition-420523>

Chili / États-Unis. En 1984, un Américain a disparu lors d'une randonnée dans le sud du Chili. L'enquête chilienne officielle a conclu qu'il s'était noyé, mais "plus de 450" documents américains déclassifiés en 2000 ont montré que les États-Unis pensent qu'il avait été pris par une patrouille militaire et a été tué à la tristement célèbre Colonia Dignidad, a rapporté le *New York Times*. En 2012, un juge au Chili a inculpé huit hommes, policiers et militaires, pour l'enlèvement, mais en mars le juge a classé l'affaire en déclarant que c'était un "crime de droit commun" et non une violation des droits humains.

<http://www.nytimes.com/2016/03/11/world/americas/chile-halts-inquiry-on-american-who-disappeared-31-years-ago.html>

France/Allemagne. La France ouvre les archives des services secrets de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, incluant les documents de l'agence de renseignement du régime de Vichy et de la Résistance française et les "documents allemands saisis par les Français à la fin de la guerre", a rapporté *The Guardian*. Les archives, se montant à des "centaines de boîtes", ont été remises aux archives du Ministère de la défense en 1999 "sans système de classement - une technique de renseignement pour qu'aucun pays étranger n'obtienne un accès facile à des documents secrets. Seulement la moitié des archives ont été inventoriées." Certains dossiers semblent avoir été purgés, ont déclaré certains historiens à la presse, entre autres le dossier de l'ancien président français François Mitterrand.

<http://www.theguardian.com/world/2016/mar/16/french-archives-nazi-resistance-war-files-celebrities-coco-chanel-josephine-baker>

Allemagne/État islamique. "Les autorités allemandes ont obtenu une mine de documents qui incluent probablement une liste des étrangers qui se sont rendus en Syrie pour se battre pour l'Etat islamique ; les fonctionnaires espèrent que cela les aidera à poursuivre en justice les combattants qui rentrent chez eux", a

rapporté le *New York Times*. *Sky News*, le diffuseur britannique, a dit qu'il avait une liste similaire de 22'000 étrangers qui ont traversé la frontière de la Turquie en Syrie.

<http://www.nytimes.com/2016/03/11/world/europe/germany-isis-list.html>

Allemagne/Royaume-Uni. Le Royaume-Uni a publié les formulaires que leurs ressortissants ont rempli pour un organisme anglo-allemand de Compensation des persécutions nazies entre 1964 et 1965, incluant des témoignages personnels des horreurs vécues dans les camps de concentration, a rapporté

*VICE News*. <https://news.vice.com/article/newly-released-documents-describe-rampant-cannibalism-at-nazi-concentration-camps>

Inde/Autriche/Allemagne/Italie/Japon/Russie/Royaume-Uni/États-Unis. Le gouvernement de l'Inde a demandé aux gouvernements de sept pays les copies de tous les documents relatifs à Subhas Chandra Bose, dont les actions pendant la Seconde Guerre mondiale et sa mort ont fait l'objet d'une grande controverse en Inde. Pour le contexte, reportez-vous aux *Nouvelles HRWG 2015-10, 2016-01*.

<http://www.newindianexpress.com/nation/Indian-Government-Approaches-Japan-Russia-UK-for-Netaji-Documents/2016/03/02/article3306690.ece>

État islamique. Une femme Yazidi, qui a été capturée par l'État islamique et plus tard s'en est échappée, a parlé des crimes contre les minorités religieuses en Syrie au Musée de l'Holocauste, aux États-Unis. Elle a déclaré que, après sa capture elle a été envoyée devant un tribunal religieux "pour être enregistrée comme propriété, par une photo et un numéro", des combattants de l'État islamique. Elle a fait appel "pour une documentation de preuve sur les crimes de guerre tels que les fosses communes, le sauvetage des jeunes hommes et femmes Yazidi encore détenus par l'État islamique en tant que combattants et esclaves sexuels, et l'octroi du statut de réfugié", a rapporté le *Washington Post*.

[http://article.wn.com/view/2016/03/23/A\\_Yazidi\\_Woman\\_Shares\\_Her\\_Story\\_Of\\_Terror\\_At\\_The\\_Hands\\_Of\\_Th/](http://article.wn.com/view/2016/03/23/A_Yazidi_Woman_Shares_Her_Story_Of_Terror_At_The_Hands_Of_Th/)

Israël/Palestine. Dans un incident qui a causé beaucoup de controverse, une vidéo mise en ligne par l'organisation non gouvernementale israélienne B'Tselem a montré un soldat israélien tirant sur "un Palestinien non armé alors qu'il gisait immobile sur le sol dans la ville de Hébron en Cisjordanie occupée", a signalé *VICE News*. <https://news.vice.com/article/video-shows-israeli-army-executing-palestinian-after-alleged-stabbing>

Russie/Ukraine. La pilote militaire ukrainienne capturée lors de combats dans l'est de l'Ukraine en juin 2014 et jugée par un tribunal dans la ville russe de Donetsk, a été reconnue coupable et condamnée à une peine de 22 ans pour "complicité dans la mort de deux journalistes russes", a rapporté le *New York Times*. L'accusation a déclaré qu'elle "a dirigé des tirs de mortier sur un point de contrôle tenu par les rebelles" qui a tué les journalistes; elle a déclaré qu'elle a été capturée avant le bombardement et au procès ses avocats ont "montré des documents téléphoniques indiquant qu'elle était au moins à trois miles du site du bombardement quand il a eu lieu." Le site web des nouvelles *Meduza.io* a publié une interview d'un "chef rebelle" qui a déclaré avoir capturé la pilote avant le bombardement. Avant le procès, la pilote a fait une grève de la faim, mais a été persuadée d'y mettre fin quand elle a reçu une lettre du Président de l'Ukraine Porochenko la pressant de vivre. Cependant, le bureau du président a dit qu'il n'a pas envoyé une telle lettre et son avocat croit maintenant que c'était un faux. La femme pilote a recommencé sa protestation.

[http://www.nytimes.com/2016/03/23/world/europe/ukraine-russia-donetsk-nadiya-savchenko.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2016/03/23/world/europe/ukraine-russia-donetsk-nadiya-savchenko.html?_r=0) ;

[http://www.nytimes.com/2016/03/11/world/europe/nadya-savchenko-hunger-strike.html?partner=rss&emc=rss&\\_r=0](http://www.nytimes.com/2016/03/11/world/europe/nadya-savchenko-hunger-strike.html?partner=rss&emc=rss&_r=0)

## **Nouvelles nationales.**

Afghanistan. Human Rights Watch (HRW) a signalé qu'une vidéo de deux minutes filmée sur un téléphone cellulaire et affichée sur les médias sociaux montrant "la police tirant un suspect derrière un camion, puis le battant et le mordant" a largement été distribuée sur le net. "L'incident" a pris place à Kandahar; un rapport de l'ONU en février 2015 a "noté que 58 pour cent des détenus interrogés à Kandahar avaient été torturés". La police de Kandahar a déclaré que deux policiers ont été poursuivis pour l'incident.

<https://www.hrw.org/news/2016/03/12/dispatches-afghanistan-torture-video-highlights-impunity>

HRW a publié un rapport sur l'utilisation forcée des «examens de virginité» par les autorités afghanes sur les femmes afghanes qui sont accusées du crime de relations sexuelles hors mariage, qui est passible de 15 ans de prison. Les médecins qui effectuent les examens "rédigent des rapports sur la base de ces examens, qui sont utilisés comme éléments de preuve devant les tribunaux d'audition d'accusation de «crime moral»".

La Commission afghane indépendante des droits du gouvernement a interviewé 53 femmes et jeunes filles qui ont été accusées de ce crime; 48 ont subi des examens de virginité, 20 l'ont subi plus d'une fois, et «une femme a déclaré qu'il y avait six personnes dans la salle pour assister à l'examen». HRW a appelé cette méthode "agression sexuelle au nom de la science". <https://www.hrw.org/news/2016/02/29/dispatches-sexual-assault-name-science-afghanistan>

Argentine. Comme le Vatican (voir ci-dessus), les évêques catholiques de l'Argentine "travaillent à la déclassification de leurs archives de l'époque de dictature militaire du pays en 1976-1983", a rapporté *L'Associated Press*, notant que "de nombreux hauts dignitaires religieux étaient proches des dirigeants de leur temps alors que certains prêtres radicaux ont été persécutés et tués par eux."

<http://abcnews.go.com/International/wireStory/argentine-church-working-release-dirty-war-archives-37777960>

Canada. Un survivant des pensionnats indiens demande à un tribunal d'ordonner au gouvernement de rouvrir sa demande d'indemnisation pour les sévices physiques et sexuels subis dans le pensionnat de Sainte-Anne. Sa demande a été refusée, a rapporté *CBC News*, mais "les documents publiés récemment par le gouvernement en réponse à une ordonnance du tribunal montrent que le prêtre avait eu accès aux enfants de Sainte-Anne pendant près de 40 ans." <http://www.cbc.ca/news/politics/st-annes-residential-school-survivor-1.3472922>

République Tchèque. Certaines parties des archives de la police secrète (StB) de l'époque communiste seront mis à disposition par voie électronique, y compris celles des deux sections du Secrétariat du Ministère fédéral de l'Intérieur, du Commandement de la sécurité d'Etat, et du Cabinet StB, a rapporté *ceskenoviny.cz*. Les candidats doivent "au moins une fois se présenter aux archives à Prague ou Brno" pour montrer leur carte d'identité et "être enregistré," après quoi la personne recevra les codes d'accès.

<http://www.ceskenoviny.cz/zpravy/czechs-may-see-communist-secret-service-archives-data-online/1324640>

Le Salvador. En 2012, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a ordonné au gouvernement de rouvrir l'enquête sur les meurtres de masse à El Mozote en 1982. Un long rapport sur les travaux en cours a été publié par le *Boston Globe*, qui a également mentionné que l'organisation de défense des droits de l'Eglise catholique, Tutela Legal, avait «conservé des archives» qui "seront essentielles à toute évaluation médico-légale et juridique et à la responsabilité du Salvador pour les nombreux charniers". L'Eglise a fermé Tutela Legal et ses archives en 2013 ; une nouvelle Tutela a été organisée, mais "le sort de ces archives est encore en discussion dans les tribunaux et reste incertain." <https://www.bostonglobe.com/ideas/2016/03/06/salvador-archives-death/Xtn7kjlhpQfJ3WPooypMIK/story.html>

France. Le ministère d'Outre-mer français étudie le programme par lequel "au moins 1'615 enfants" ont été retirés de l'île de La Réunion entre 1963 et 1981 et réinstallés en France métropolitaine, dont certains étaient orphelins, mais "d'autres enfants ont été enlevés de force à leurs parents, qui n'ont jamais consenti à leur réinstallation, et dont les dossiers ont plus tard été reconnus comme faux et forgés par les autorités", a rapporté *VICE News*. "Le Comité des enfants de la Creuse se concentre maintenant sur la collecte de témoignages et d'informations", et va aider les enfants enlevés à recréer des liens avec leurs familles biologiques; il espère terminer sa recherche dans deux ans. En 2014, l'Assemblée nationale a adopté une résolution (pas une loi) pour mettre « tout en son pouvoir pour aider les anciennes pupilles [de l'État] à reconstruire leur histoire. <https://news.vice.com/article/frances-child-abductees-from-the-island-of-runion-are-grown-and-want-answers>

Géorgie. En 2012, le pays a été secoué par la révélation que des milliers de politiciens et d'autres personnes avaient été secrètement filmés par la police secrète dans ce qui est devenu le scandale des sex tapes. Ces bandes ont toutes été détruites. Maintenant, une autre "vidéo sexuelle a été enregistrée secrètement, montrant prétendument un homme politique de l'opposition" et a été mise en ligne, a rapporté *Civil.Ge*. Le Premier ministre a ordonné une enquête. [http://www.eurasiareview.com/12032016-georgia-pm-vows-condemns-sex-tape-leak-as-blackmail-of-society-promises-severe-response/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](http://www.eurasiareview.com/12032016-georgia-pm-vows-condemns-sex-tape-leak-as-blackmail-of-society-promises-severe-response/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29); <http://www.rocketnews.com/2016/03/georgias-very-public-sex-tapes-and-the-secret-police/>



Guatemala. La Commission interaméricaine des droits de l'homme a publié un rapport sur la situation des droits de l'homme au Guatemala, en fonction des informations fournies par les organismes gouvernementaux et la société civile. En se concentrant sur "trois aspects fondamentaux: la sécurité citoyenne, l'administration de la justice, et l'inégalité et l'exclusion subie par les peuples autochtones", la Commission a constaté que "la pauvreté, le racisme, la discrimination, l'exclusion, la violence et l'impunité ont été constamment observés au Guatemala par cette Commission dans l'exercice de leurs diverses fonctions". Deux des 38 recommandations formulées par la Commission se rapportent spécifiquement à la tenue des archives. La Recommandation 33 déclare: «Assurer l'inclusion de l'appartenance ethnique dans toutes les statistiques, recensements, enquêtes et dossiers administratifs et judiciaires officiels comme un moyen de renforcer les efforts visant à donner une visibilité aux peuples autochtones et veiller à ce que l'appartenance ethnique soit considérée comme un élément déterminant dans la définition des politiques publiques, plans et programmes gouvernementaux". La Recommandation 17 met l'accent sur le problème causé par les nombreuses sociétés de sécurité privées qui, pendant des années, ont agi avec une quasi impunité: "Assurer la supervision et le contrôle effectif des sociétés privées de sécurité et de leurs agents, l'enregistrement et la punition de ceux qui ne se conforment pas aux règles; et garder un œil strict sur les armes et tout processus futur de désarmement". <http://www.oas.org/en/iachr/reports/pdfs/Guatemala2016-en.pdf>

Haïti. Une étude menée par Médecins Sans Frontières sur l'épidémie de choléra qui s'est propagée à travers Haïti à la suite du séisme de 2010 a déclaré que le nombre de morts "pourrait être beaucoup plus élevé que les 9'200 officiellement récoltés jusqu'à présent en raison de la sous-déclaration lors de l'épidémie institutionnelle", a rapporté le *New York Times*. "Dans certaines régions, le nombre de décès peut avoir été jusqu'à 10 fois plus élevé que celui rapporté au gouvernement haïtien, qui tirait ses statistiques en grande partie de l'information de mortalité fournie par les cliniques et les hôpitaux". L'estimation des Médecins Sans Frontières est basée sur son enquête auprès de 71'000 personnes dans quatre régions du nord de Haïti. [http://www.nytimes.com/2016/03/19/world/americas/cholera-deaths-in-haiti-could-far-exceed-official-count.html?ref=collection%2Ftimestopic%2FDoctors%20Without%20Borders&action=click&contentCollection=timestopics&region=stream&module=stream\\_unit&version=latest&contentPlacement=3&pgtype=collection&r=0](http://www.nytimes.com/2016/03/19/world/americas/cholera-deaths-in-haiti-could-far-exceed-official-count.html?ref=collection%2Ftimestopic%2FDoctors%20Without%20Borders&action=click&contentCollection=timestopics&region=stream&module=stream_unit&version=latest&contentPlacement=3&pgtype=collection&r=0)

Honduras. La militante écologiste Berta Caceres a été tuée. Moins de deux semaines plus tard, Nelson Garcia, son collègue au sein du Conseil des organisations non gouvernementales populaires et indigènes du Honduras (COPINH), a été tué aussi. Un prêtre jésuite a dit au *New Yorker* qu'au cours des trois dernières années "des dizaines" de menaces ont été faites contre Caceres et COPINH et "chacune d'entre elle a été documentée. Elles sont venues de personnes qui travaillent pour ou avec le DAES". DESA-Desarrollos Energeticos S.A.- est une entreprise de construction de barrages hydroélectriques sur le territoire habité par les autochtones Lenca qui s'y opposent avec COPINH. En février, dans un rapport cinglant sur les droits de l'homme au Honduras, la Commission interaméricaine des droits de l'homme avait expressément demandé au gouvernement hondurien de prendre des «mesures de précaution» pour la sécurité de Caceres; la Commission a demandé au gouvernement d'étendre la protection à ses survivants et à un témoin de son assassinat. <http://www.newyorker.com/news/news-desk/the-death-of-bertha-caceres>; <http://www.oas.org/es/cidh/decisiones/pdf/2016/MC112-16-Es.pdf>

Indonésie. Human Rights Watch (HRW) a publié un solide rapport sur les abus contre les personnes ayant un handicap psychosocial, basé sur des entretiens avec 149 personnes et "l'observation directe, les dossiers médicaux ou psychiatriques", ainsi que "les rapports des médias nationaux et internationaux, les documents officiels du gouvernement et des rapports d'institutions de santé mentale gérées par le gouvernement, des documents des Nations Unies, des publications de l'Organisation mondiale de la santé, des rapports des ONG, et des articles universitaires". HRW estime que 57'000 personnes handicapées réelles ou perçues comme ayant des troubles psychosociaux en Indonésie ont été "*pasung* - enchaînés ou enfermés dans

espaces confinés – au moins une fois dans leur vie. Les dernières données gouvernementales disponibles suggèrent que 18'800 personnes vivent actuellement en *pasung* en Indonésie", bien que le gouvernement ait interdit cette pratique en 1977. HRW a "documenté 175 cas de personnes en *pasung* ou qui ont été sauvés au cours des dernières années de *pasung*, 200 autres cas signalés par l'Hôpital psychiatrique de Bengkulu, et 25 autres cas basés sur des interviews". Il a exhorté le gouvernement à prendre un certain nombre de mesures pour collecter des documents et des données "afin de mieux éclairer les décisions politiques "sur les soins pour les personnes handicapées mentales. <https://www.hrw.org/report/2016/03/21/living-hell/abuses-against-people-psychosocial-disabilities-indonesia>

Irak. Une équipe de chercheurs tchèques documente les sites architecturaux de Mossoul qui ont été détruits par Daech depuis que le groupe a envahi la ville en juin 2014. Ils utilisent l'imagerie satellitaire et "rassemblent les documents historiques très dispersés, les archives et les articles érudits" à propos des "bâtiments perdus", travaillant avec "des photos, des films documentaires, des descriptions, des images satellite et des photos aériennes des années 1940 et 1950" et la collecte d'informations auprès des résidents et anciens résidents de Mossoul, dans le but de fournir à tous les "données et l'expérience aux autorités responsables et d'aider à la préparation d'un «plan de sauvetage» pour Mossoul", a rapporté *Al-Fanar Media*. <http://www.al-fanarmedia.org/2016/03/czech-scholars-chart-the-destruction-of-mosul-heritage/>

Irlande. La symphyséotomie est une intervention dans laquelle le cartilage pelvien est retiré d'une femme pour agrandir le canal de naissance. Les interventions ont été réalisées entre 1940 et 1990 sur "près de 750 femmes, dont plus d'un tiers des personnes ont subi l'intervention barbare sans leur connaissance ou leur consentement", écrit l'*Irish Examiner*. En 2014, le gouvernement irlandais a créé un "règlement pour verser des paiements à titre gracieux aux femmes" qui ont subi une symphysiotomie dans un hôpital géré par l'État (le nombre total de femmes vivantes qui avaient subi l'intervention est censé être d'environ 350). Toutes les demandes ont été déposées avant le 31 août 2015. La juge qui a administré le règlement a annoncé son "intention de faire détruire les dossiers médicaux non réclamés des demandeurs" lorsque la procédure de réclamation est complètement terminée (à moins que les femmes demandent qu'on les leur retourne). Les candidats et les universitaires protestent contre la destruction proposée, à la fois parce que les plaintes à des organismes des Nations Unies sont toujours en attente et parce que les dossiers sont précieux pour la recherche future. <http://www.payment-scheme.gov.ie/>; <http://www.irishexaminer.co/viewpoint/ourview/symphysiotomy-medical-records--a-hasty-mistake-389068.html>; <http://www.irishtimes.com/opinion/letters/shredding-symphysiotomy-records-1.2562019>

Israël. Breaking the Silence (BtS) est une organisation non gouvernementale qui recueille des témoignages de soldats israéliens (pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG* 2016-01 et Israël/Palestine ci-dessus). *Channel 2 News* d'Israël a diffusé un rapport affirmant que BtS avait "recueilli des informations classifiées des soldats, des informations que la station a obtenu d'une autre organisation non gouvernementale Ad Kan (No More) qui a fait des enregistrements secrets des activités BtS. Le Premier ministre a chargé les forces de sécurité d'Israël d'enquêter sur BtS. Le directeur de BtS a déclaré à *Al-Monitor* que les "témoignages publiés par son organisation sont soumis à la censure militaire et ne sont pas accessibles à moins que le groupe examine la permission explicite de le faire." [http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/03/breaking-the-silence-ngo-right-left-alon-liel-traitor.html?utm\\_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm\\_campaign=f3258a8128-March\\_25\\_2016&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_28264b27a0-f3258a8128-93088897](http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/03/breaking-the-silence-ngo-right-left-alon-liel-traitor.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=f3258a8128-March_25_2016&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-f3258a8128-93088897); voir aussi [http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/03/israel-btselem-idf-palestinian-attacker-video-controversy.html?utm\\_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm\\_campaign=bcd3890c9-March\\_29\\_2016&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_28264b27a0-bcd3890c9-93088897](http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/03/israel-btselem-idf-palestinian-attacker-video-controversy.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=bcd3890c9-March_29_2016&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-bcd3890c9-93088897)

Japon. Un adolescent s'est suicidé après qu'une allégation selon laquelle il avait été pris en flagrant délit de vol à l'étalage avait été attachée à son fichier dans le système informatique de l'école et l'information envoyée à ses parents, a rapporté le *Japan Times*. Le vol à l'étalage avait été en fait commis par un autre étudiant, mais l'enseignant "a joint les détails de l'incident au fichier du faux élève" et "l'école n'avait pas

de personne chargée de la surveillance des dossiers en ligne au moment de l'incident."

<http://time.com/4253672/japan-hiroshima-school-student-suicide-clerical-error/>

En utilisant les réponses de l'enquête de 9'600 femmes employées "soumises par la poste ou en ligne", une étude gouvernementale a constaté "que près d'un tiers des femmes qui travaillent ont déclaré avoir été victimes de harcèlement sexuel au travail", a rapporté le *Japan Times*.

[http://www.japantimes.co.jp/news/2016/03/02/national/social-issues/third-japanese-working-women-sexually-harassed-study/?utm\\_source=Daily+News+Updates&utm\\_campaign=2cc9d11f45-](http://www.japantimes.co.jp/news/2016/03/02/national/social-issues/third-japanese-working-women-sexually-harassed-study/?utm_source=Daily+News+Updates&utm_campaign=2cc9d11f45-Thursday_email_updates03_03_2016&utm_medium=email&utm_term=0_c5a6080d40-2cc9d11f45-332786877#.VucqgN9JdQz)

[Thursday\\_email\\_updates03\\_03\\_2016&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_c5a6080d40-2cc9d11f45-332786877#.VucqgN9JdQz](http://www.japantimes.co.jp/news/2016/03/02/national/social-issues/third-japanese-working-women-sexually-harassed-study/?utm_source=Daily+News+Updates&utm_campaign=2cc9d11f45-Thursday_email_updates03_03_2016&utm_medium=email&utm_term=0_c5a6080d40-2cc9d11f45-332786877#.VucqgN9JdQz)

Kenya. HAART, une organisation non gouvernementale au Kenya, qui fournit aux victimes de la traite des personnes un soutien psychologique et économique, a interrogé 309 personnes déplacées vivant dans 13 endroits différents au Kenya. Elle a constaté que la moitié des personnes déplacées par la violence post-électorale 2007-2008 " avait été victime ou témoin de traite, en contraste frappant avec les personnes déplacées pour des raisons environnementales, dont aucun d'entre eux n'avait été approché par des trafiquants". L'Organisation des Nations Unies estime que 250'000 personnes sont déplacées au Kenya. Le Kenya a une loi de lutte contre la traite, "mais il est difficile d'obtenir des condamnations en raison de la nécessité de prouver trois éléments – l'action de recrutement, les moyens trompeurs et le but de l'exploitation", a rapporté la *Thomson Reuters Foundation*. <http://news.trust.org/item/20160322143511-titqv/>

Lettonie. En 2015, le Parlement a créé une commission pour l'Etude des Matériaux du KGB, avec un mandat de trois ans pour la recherche des archives du KGB avant leur ouverture à la recherche publique (au plus tôt le 31 mai 2018). Le chef adjoint de la Commission a déclaré à la télévision lettone que la Commission ne reçoit pas l'accès à la partie des dossiers du KGB qui sont stockés au Centre de documentation des conséquences du totalitarisme et qui sont contrôlés par le Bureau de la protection constitutionnelle. *Latvian Public Broadcasting* a noté, "Il est clair depuis longtemps que les archives ne sont pas vraiment complètes et ne peuvent donc pas servir de preuve pour établir le fait de la collaboration par les informateurs avec une agence répressive de l'Union soviétique". <http://www.lsm.lv/en/article/societ/society/kgb-study-commission-still-kept-away-from-archives.a174565/>

Mexique. Suite à un appel en vertu de la Loi sur l'accès du Mexique, l'Institut national pour l'accès à l'information et la protection des données a ordonné la mise en accès libre de la "Auto Formal de Prisión" (essentiellement un acte d'accusation par le procureur général) sur "l'action de soldats de l'armée mexicaine accusés d'avoir exécuté au moins 11 personnes qui se sont rendues après la fusillade dans l'État du Mexique de juin 2014", a rapporté le National Security Archive, une organisation non gouvernementale qui a travaillé sur le cas. L'Institut a constaté que la loi d'accès "reconnait clairement la nécessité que les deux, les victimes ainsi que la société en général connaissent les actions des autorités dans cette affaire, étant donné que, compte tenu de son importance transcendante, ces actes touchent directement non seulement les victimes et leur familles, mais aussi la société dans son ensemble, qui a été affectée par le climat d'insécurité généré par des actes tels que ceux-ci et le manque de confiance qu'il favorise dans les institutions d'importance nationale transcendante comme l'armée mexicaine".

<https://nsarchive.wordpress.com/2016/03/04/tlatlaya-revealed-archive-petition-cracks-open-investigative-file-on-mexican-army-massacre/>

La commission chargée de l'assistance aux victimes de violence (de CEAV) du gouvernement a publié un rapport montrant "que près de 600'000 cas de violence sexuelle ont été signalés entre 2010 et 2015", sur la base "d'information officielle de 16 des États du Mexique". Les femmes représentaient le 90 pour cent des victimes. Dans le but de prouver ces résultats, une journaliste a tweeté une vidéo d'elle-même étant agressée sexuellement à Mexico après avoir "obtenu des images de l'incident de l'une des nombreuses caméras de sécurité privées dans la région", a rapporté *VICE News*. <http://latin correspondent.com/2016/03/mexico-sexual-violence-on-the-up/>; <https://news.vice.com/article/reporters-video-of-sexual-assault-highlights-impunity-in-mexico>

Népal. Après 14 mois de retard, la Commission de vérité et réconciliation et la Commission d'enquête sur la disparition forcée des personnes ont annoncé que chacune commencera par "recevoir les plaintes des victimes" à la mi-avril. Les groupes de la société civile ont lancé un Centre de recherche de justice transitionnelle et ont tenu une conférence sur "la vérité non officielle" dans les cas de violations des droits de l'homme. Les participants ont discuté "la documentation communautaire des cas de violations des droits de l'homme, ainsi que le choix des moyens artistiques comme le théâtre, le cinéma, la peinture, la musique et la documentation, pour exprimer la vérité", a rapporté *Republica*. <http://www.myrepublica.com/feature-article/story/39403/victims-initiate-unofficial-transitional-justice-activities.html>

Palestine. Depuis la scission palestinienne en juin 2007 entre l'Autorité palestinienne à Ramallah et le Hamas à Gaza, l'Association du Barreau palestinien à Gaza a rempli le rôle du ministère des Affaires étrangères, y compris l'authentification des "contrats de mariage, la ratification des diplômes universitaires et des timbres pour les passeports" et autres documents. Le siège de l'Association du Barreau a été perquisitionné par la police palestinienne à Gaza avec des agents de la Cour des comptes et du Bureau du contrôle administratif à Ramallah, qui ont tenté de "confisquer des documents et des ordinateurs" à des fins de vérification, a rapporté *Al-Monitor*. Durant une journée, tous les travaux par les membres du barreau dans "tous les tribunaux et les institutions" ont été suspendus; il a maintenant repris et les vérificateurs et l'Association du Barreau ont atteint «un consensus» sur les documents à auditer. Cependant, les citoyens de Gaza sont préoccupés par les conséquences du raid, parce "qu'après la prise de contrôle du Hamas à Gaza, l'Autorité palestinienne à Ramallah a refusé des passeports aux Gazaouis". Une autre association du barreau de Gaza "a dénoncé des dommages aux intérêts fondamentaux des citoyens, tels que le refus de timbres de passeport, les certificats et les documents d'identité nécessaires pour voyager à travers les points de passage palestiniens". [http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/03/gaza-lawyer-union-police-raid-passports.html?utm\\_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm\\_campaign=bcda3890c9-March\\_29\\_2016&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_28264b27a0-bcda3890c9-93088897](http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/03/gaza-lawyer-union-police-raid-passports.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=bcda3890c9-March_29_2016&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-bcda3890c9-93088897)

Philippines. Des accusations criminelles ont été déposées contre le maire de la ville de Valenzuela, six fonctionnaires de la ville et le propriétaire de l'usine Kentex qui a brûlé en mai 2015, tuant 74 personnes. L'enquête sur l'incendie "a montré que les fonctionnaires de la ville avaient délivré des permis d'affaires et des certificats de sécurité incendie à Kentex en dépit des violations flagrantes du Code des incendies", a rapporté *InterAksyon.com*. <http://interaksyon.com/article/125228/valenzuela-mayor-gatchalian-7-others-ordered-charged-over-kentex-fire>

Russie. À la suite de la communication des documents montrant que l'histoire du sacrifice des 28 "gardes de Panfilov" pendant la Seconde Guerre mondiale n'était pas vraie, le directeur des archives qui mis en accès libre les documents a été rétrogradé, a rapporté le *Moscow Times*. Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG* 2015-07, 08, et 10. <http://www.themoscowtimes.com/news/article/battle-in-the-archives---uncovering-russias-secret-past/563566.html>

Afrique du Sud. Les locataires menacés d'expulsion de logements du gouvernement ont déposé une demande en vertu de la loi sur l'accès aux "documents relatifs à la proposition de relocalisation". Le gouvernement a refusé la demande, affirmant que les documents avaient besoin "d'une protection obligatoire de certains renseignements confidentiels et d'une protection de certaines autres informations confidentielles de tierce partie", mais a déclaré que les demandeurs pourraient voir "la politique de location et le plan de maintenance", mais "aucune copie ne pourrait être faite", a rapporté *groundup.org*. <http://www.groundup.org.za/article/plumstead-tenants-kept-dark/>

Le 15 mars, la Cour suprême d'appel a jugé que le gouvernement avait agi illégalement lorsqu'il n'a pas réussi à "prendre des mesures pour arrêter et détenir, pour la remise à la Cour pénale internationale, le Président du Soudan, Omar el-Béchar, après son arrivée en Afrique du Sud en juin 2015", a rapporté la Fondation Helen Suzman, qui était un *amicus curiae* de l'affaire judiciaire. Deux jours plus tard, la

Fondation "a lancé une demande à la Haute Cour de Pretoria" cherchant à renverser la nomination du chef de la police "Crimes contre l'Unité de l'Etat". Trois jours plus tard, le 20 mars, un dimanche, les bureaux de la "Fondation ont subi une descente de style opération militaire armée apartheid", a rapporté le *Daily Maverick*. "Les intrus, une femme et deux hommes, ont emporté des ordinateurs et des documents après avoir menotté un garde de sécurité à une barrière". La Fondation a déclaré qu'elle "avait sauvé tous ses documents". Merci à Graham Dominy pour les nouvelles. <http://www.dailymaverick.co.za/article/2016-03-20-documents-and-computers-seized-in-armed-apartheid-military-style-robbery-at-helen-suzman-foundation-offices/>; <http://hsf.org.za/media/press-releases-1/helen-suzman-foundation-pleased-with-the-outcome-of-al-bashir-court-case>

Syrie. Le Centre de justice et de responsabilisation de Syrie a publié un commentaire sur l'accord de cessez-le-feu maintenant en place en Syrie. Le Centre a appelé à la surveillance du cessez-le-feu: "Des méthodes de documentation des droits humains peuvent également être utilisées pour surveiller la trêve, y compris l'utilisation de photographies, de vidéos et d'interviews afin de documenter et de vérifier les violations. L'inclusion de métadonnées peut aider à vérifier les temps et lieux des images et vidéos qui donneront de la crédibilité aux plaintes". [http://syriaaccountability.org/updates/2016/03/11/the-role-of-civil-society-in-ceasefire-monitoring/?utm\\_source=SJAC+Weekly+Update&utm\\_campaign=f11dd77d0f-Ceasefire\\_post3\\_11\\_2016&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_0a7405c641-f11dd77d0f-90540617](http://syriaaccountability.org/updates/2016/03/11/the-role-of-civil-society-in-ceasefire-monitoring/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=f11dd77d0f-Ceasefire_post3_11_2016&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-f11dd77d0f-90540617)

Taiwan. Le secrétaire général de l'Association de Taiwan pour le soin des victimes de persécution politique durant la Période de Loi Martiale "a appelé le gouvernement à déclassifier des articles importants et révéler les méthodes que la police militaire a utilisées pour extorquer des aveux", a rapporté le *Taipei Times*. Il a déclaré que les "militaires sont toujours assis sur de nombreux dossiers importants, y compris les jugements rendus sur les victimes politiques de l'époque". Il a suggéré que le gouvernement adopte une loi supplémentaire sur les archives "pour permettre aux victimes ou à leurs familles de lire des documents, tels que les dossiers des interrogatoires et des aveux présumés, afin que le public puisse comprendre l'absurdité des jugements de l'armée". <http://www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2016/03/14/2003641547>

L'argument de l'Association a été repris par un législateur qui a proposé une législation "sur la supervision des archives dans des cas de persécution politique", en faisant valoir qu'une nouvelle loi "assurera une plus grande transparence, ainsi qu'une meilleure collecte et organisation des documents relatifs à l'Incident 228 et l'ère de la Terreur blanche", a rapporté le *Taipei Times*. L'incident fait allusion à une répression de 1947 des manifestants contre le régime du Kuomintang de Taiwan, et la Terreur blanche a suivi, d'une durée de plus de 40 ans. *BBC News*, signalant l'accessibilité des lettres aux familles des prisonniers politiques qui ont été exécutés au cours de cette période, a commenté, "le président élu de Taiwan croit clairement que la façon dont le pays traite son passé aura une incidence sur la cohésion sociale et politique future." <http://www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2016/03/15/2003641626>; <http://www.bbc.com/news/world-asia-35723603>

Tunisie. *Realities* a publié des photographies prises par un avocat des piles d'archives dans une désorganisation totale dans les couloirs et les escaliers du tribunal de première instance de Tunis. Il a déclaré que les «secrets de famille» et des documents confidentiels et importants finissent souvent à la poubelle. <http://www.realites.com.tn/2016/03/tribunal-de-premiere-instance-de-tunis-les-archives-a-la-poubelle-photos/>

États Unis. *ProPublica* a rapporté que les anciens combattants de la marine qui ont servi au Vietnam et cherchent des compensations à l'exposition à l'herbicide Agent Orange doivent montrer quand et où ils se trouvaient au Vietnam et le nom du navire sur lequel ils étaient. L'administration des anciens combattants est si lente dans le traitement des réclamations que de nombreux anciens combattants font eux-mêmes la recherche pour prouver leurs revendications, ce qui "signifie souvent la localisation et la recherche à travers des piles de journaux de pont, trouver d'anciens camarades qui peuvent attester de leurs mouvements, ou traquer l'histoire du commandement d'un navire à partir des archives historiques de la Marine". [https://www.propublica.org/article/vietnam-vets-hunt-through-ships-logs-to-prove-they-should-get-benefits?utm\\_source=pardot&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=dailynewsletter](https://www.propublica.org/article/vietnam-vets-hunt-through-ships-logs-to-prove-they-should-get-benefits?utm_source=pardot&utm_medium=email&utm_campaign=dailynewsletter)



L'Institut de médecine des Académies nationales des sciences a publié sa 10e mise à jour "de rapports scientifiques évalués par des pairs" sur "si l'exposition à ces herbicides [agent orange et d'autres] a contribué à des effets sur la santé à long terme pour les vétérans du Vietnam". L'Institut possède une "base de données de preuve" sur la question, a fait des recommandations "pour la surveillance continue de la santé des anciens combattants du Vietnam", et "a mis en place des procédures qui assureront que le personnel militaire est suivi à partir du moment où ils sont déployés afin d'anticiper la possibilité d'un risque accru des problèmes de santé qui se posent plus tard dans leur vie et pourraient être associés à des expositions subies au cours de leurs services". <http://www.nap.edu/read/21845/chapter/1>

Selon l'analyse de *l'Associated Press* de toutes les demandes liées à la Freedom of Information Act de 100 organismes fédéraux au cours de l'exercice 2015, "plus d'un cas sur six, soit 129'825 fois" le gouvernement n'a pas réussi à trouver le document demandé. Le Federal Bureau of Investigation n'a pas pu trouver tous les documents dans 39% des cas et le Customs and Border Protection des États-Unis n'a pas pu trouver les documents demandés dans 34% des cas.

[http://hosted.ap.org/dynamic/stories/U/US\\_SUNSHINE\\_WEEK\\_FOIA?SITE=AP&SECTION=HOME&TEMPLATE=DEFAULT&CTIME=2016-03-18-03-35-17](http://hosted.ap.org/dynamic/stories/U/US_SUNSHINE_WEEK_FOIA?SITE=AP&SECTION=HOME&TEMPLATE=DEFAULT&CTIME=2016-03-18-03-35-17)

États-Unis / Pennsylvanie. Un grand jury a annoncé que les dirigeants d'un petit diocèse catholique ont couvert les abus sexuel de centaines d'enfants par plus de 50 prêtres et d'autres chefs religieux sur une période de 40 ans, a rapporté *l'Associated Press*. Après qu'un mandat de perquisition a été délivré, les archives confidentielles du diocèse ont été ouvertes pour l'enquête et le procureur général de l'État a examiné plus de 115'000 documents diocésains. Dans un article concret, la *Tribune-Democrat* a expliqué le processus décrit par le droit canonique de l'Eglise pour faire face à la violence sexuelle et comment celle-ci est liée à l'accessibilité des archives. [https://www.washingtonpost.com/national/2-catholic-bishops-in-pa-helped-to-hide-abuse-grand-jury-says/2016/03/01/28e4a282-dff7-11e5-846c-10191d1fc4ec\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/national/2-catholic-bishops-in-pa-helped-to-hide-abuse-grand-jury-says/2016/03/01/28e4a282-dff7-11e5-846c-10191d1fc4ec_story.html) ; [http://www.tribdem.com/news/local\\_news/confidential-archives-experts-divided-on-impact-of-canon-law-in/article\\_c9e8aa53-ff6e-52dc-951a-337844c84ef8.html](http://www.tribdem.com/news/local_news/confidential-archives-experts-divided-on-impact-of-canon-law-in/article_c9e8aa53-ff6e-52dc-951a-337844c84ef8.html)

## **Publications et cours.**

Witness, (Témoin), une organisation non gouvernementale, a publié "La vidéo comme preuve: Guide de terrain pour mieux documenter des droits humains". <https://vae.witness.org/>

"*The Devil's Diary: Alfred Rosenberg and the Stolen Secrets of the Third Reich*" (Harper), par l'ancien agent du F.B.I. Robert K. Wittman et le journaliste David Kinney, raconte l'histoire de la trouvaille du journal près de 70 ans après la guerre. [http://www.nytimes.com/2016/03/31/books/tracking-an-elusive-diary-from-hitlers-inner-circle.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2016/03/31/books/tracking-an-elusive-diary-from-hitlers-inner-circle.html?_r=0) . Pour une discussion fascinante de l'implication des archives dans la recherche, voir <https://www.ushmm.org/information/exhibitions/curators-corner/an-over-15-year-journey-the-robert-m.-w.-kempner-collection>

A Freetown, au Sierra Leone, la Commission du droit à l'accès à l'information, en collaboration avec le Conseil Open Data et le Ministère de l'information et des communications, avec le soutien du Partenariat d'aide ouverte de la Banque mondiale et d'autres partenaires organisent un datafest au Centre de conférences Miatta, Bâtiment Youyi, Brookfields, pour sensibiliser sur les données ouvertes et leur importance pour le développement économique, 21-22 avril à 10 heures. Pour plus d'informations, contacter le commissaire Yeama Thompson: [yeama.thompson@gmail.com](mailto:yeama.thompson@gmail.com) or tel: 00232 79 107752 and the Sierra Leone Open Data Portal online @ [opendata.gov.sl](http://opendata.gov.sl). [Thanks to Andreas Nef for this information.](#)

Le Centre international pour la justice transitionnelle et le Centre de ressources de la paix internationale de Barcelone offrent un cours intensif sur la Justice transitoire et le Processus de paix, 6-10 juin à Barcelone. Pour plus d'informations contacter Natalie Mazur à [nmazur@ictj.org](mailto:nmazur@ictj.org). Veuillez noter que la date limite des candidatures est le 18 avril 2016.

Une conférence, "Archives personnelles et culture", aura lieu les 21-23 septembre à Rio de Janeiro. Pour de plus amples informations, voir <http://www.casaruibarbosa.gov.br/arquivospessoais/>

Une conférence, "Archives des dictatures sud-américaines: les espaces et lieux de révélation des conflits entre droit à l'oubli et droit à la vérité", aura lieu du 12-14 octobre à Paris. Voir <http://dpc.hypotheses.org/994>

"Séminaire sur l'infrastructure des recherches européennes sur l'Holocauste: Services de référence: les meilleures pratiques et l'utilisation innovante des matériaux" aura lieu du 13-17 novembre à Jérusalem. Voir <http://www.ehri-project.eu/cfa-ehri-seminar-reference-services-best-practices-and-innovative-use-materials>

\* \* \* \* \*

**Si vous avez des nouvelles à partager, envoyez-les directement à :** [trudy@trudypeterson.com](mailto:trudy@trudypeterson.com) ou [j.boel@UNESCO.org](mailto:j.boel@UNESCO.org)

**Pour souscrire au bulletin en version anglaise, veuillez remplir le formulaire à l'adresse :** [http://www.unesco.org/archives/hrgnews/hrg3\\_042010.php](http://www.unesco.org/archives/hrgnews/hrg3_042010.php)

**Les numéros précédents du Bulletin en ligne se trouvent sur** <http://www.ica.org/12315/hrwg-newsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> **et** <http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>

**(Traduction française : Cristina Bianchi)**